

PARTENARIAT
STRATÉGIQUE AVEC LES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE«Ni un mal
absolu, ni
un bien
absolu»

Le Soir d'Algérie : Revenons aux grandes questions liées à la politique régionale. Comment s'ordonnent les positions respectives des Etats-Unis d'Amérique et de l'Algérie ?

MCM : Limitons-nous à trois questions essentielles. La sécurité et la stabilité du Sahel, le conflit du Sahara occidental et, enfin, la réalisation d'un marché économique maghrébin. Nous pourrions, in fine, examiner le processus de paix au Proche-Orient. Ce sont des questions diplomatiques où l'Algérie pourrait jouer un rôle.

A propos du conflit du Sahara occidental, M^{me} Hillary Clinton s'est alignée, quasiment, sur la position marocaine en déclarant que le projet d'autonomie du Sahara occidental était «une solution sérieuse, réaliste et crédible». Le président Abdelaziz Bouteflika, pour sa part, s'en tient, pour le moment, à la position traditionnelle de l'Algérie qui pose comme préalable à toute solution au conflit, un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Malgré la concertation permanente entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique sur la question, les perspectives d'un dénouement rapide de ce conflit ne sont pas — tant s'en faut — évidentes. Est-ce la persistance de ce conflit qui bloque la construction du Maghreb et, partant, la réalisation de ce marché économique maghrébin tant attendu côté américain ? Rappelons que le PIB global des pays du Maghreb s'élève à 380 milliards de dollars pour 90 millions d'habitants et un taux dérisoire de 2% pour les échanges sont intermaghrébins. Conscients de cette opportunité, les Etats-Unis d'Amérique avaient tenté, dès 1998, de favoriser la mise en place d'un cadre multilatéral ou s'intégreraient leurs relations avec les pays maghrébins. C'est en cette circonstance que vit le jour la fameuse initiative Eisenstadt, du nom du sous-secrétaire d'Etat au commerce américain. Il s'agissait de relier entre eux les trois pays maghrébins majeurs, Algérie, Maroc et Tunisie — à travers des projets d'échanges commerciaux communs avec les Etats-Unis d'Amérique. La mise en œuvre de cette initiative américaine impliquait, nécessairement, la suppression des barrières douanières et l'assainissement des relations bilatérales entre l'Algérie et le Maroc. Aucune avancée substantielle n'a été effectuée sur ces deux plans, même si les Etats-Unis d'Amérique font pression systématiquement pour une réouverture rapide de la frontière algéro-marocaine.

Comme le processus de paix au Proche-Orient est bloqué, l'Algérie est exemptée de devoir y contribuer. Bien que son aura diplomatique ne soit plus celle d'antan, pourtant, l'Algérie, ayant été le soutien emblématique de la cause palestinienne, était créditée de la capacité d'influer sur l'opinion publique arabe. S'étant placée en retrait par rapport à cette cause considérée auparavant «sacrée», l'Algérie s'est, de facto, disqualifiée pour jouer le rôle qui en était espéré. Nous avons vu, par exemple, se chevaucher les positions de M. Abdelkader Hadjar, ambassadeur auprès de la Ligue arabe plutôt hostile aux thèses américaines sur la question et celles du ministère des Affaires étrangères soucieux de ne pas heurter frontalement les Etats-Unis d'Amérique. Le plus significatif, pour illustrer l'ambivalence de la position algérienne sur cette question, consiste, certainement, à relever que M. Abdelaziz Bouteflika, véritable chef de la



Abdelaziz Bouteflika.

diplomatie algérienne, laisse, volontiers, persister l'ambiguïté...

Existe-t-il une convergence diplomatique entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Algérie ?

Si vous voulez faire allusion à un statut d'allié stratégique pour l'Algérie, nous en sommes loin. Un statut d'allié stratégique, à l'image de celui dont bénéficie le Maroc, implique des engagements internes et externes. L'Algérie refuse de se plier à cette contrainte. Une politique de rapprochement stratégique avec les Etats-Unis d'Amérique se fonde sur une cohérence globale impliquant un équilibre entre les facteurs internes et les facteurs externes. Je me souviens, de ce point de vue, de la discussion que j'ai eue avec l'ambassadeur américain à Alger, M. Cameron Hume, dans les années 1980. J'entrepris de recueillir son avis, en effet, sur l'article publié par la célèbre revue américaine *Foreign Affairs* à propos du statut qui aurait été celui de l'Algérie comme «Etat-pivot de la politique extérieure américaine». M. Cameron Hume jugea l'affirmation sans fondement en me répondant avec une franchise hilarante : «L'article de *Foreign Affairs* ? Des spéculations d'académiciens !» Il poursuivit, alors, «L'Algérie n'est pas un Etat-pivot de la politique extérieure américaine. Elle peut le devenir à condition qu'elle en verse le prix».

Il existe une convergence d'intérêts qui lie l'Algérie aux Etats-Unis d'Amérique en matière de lutte contre le terrorisme mais qui ne préjuge en rien des positions respectives des deux pays sur les grandes questions diplomatiques. Et pour cause, à bien des égards, la diplomatie algérienne en est encore à l'heure de la guerre froide. M. Abdelaziz Bouteflika a bien déclaré, en 2008, au général William Ward, commandant de l'Africom : «L'Algérie souhaite être un partenaire stratégique pas un adversaire des Etats-Unis d'Amérique.» Cela semble avoir été un vœu plus qu'un engagement. Ce constat est révélateur des incertitudes qui peuvent entourer le dialogue stratégique algéro-américain lequel pourrait juste servir d'alibi pour enrober les impératifs de la coopération sécuritaire.

C'est en raison de cette coopération sécuritaire que le régime algérien continue de bénéficier des faveurs des Etats-Unis d'Amérique, voire d'autres pays occidentaux, comme la France ?

Vous parlez des faveurs des puissances occidentales comme si celles-ci bâtissaient leurs politiques étrangères sur la base de considérations sentimentales. Encore une fois, c'est l'impératif de défense de leurs intérêts vitaux qui détermine les politiques



François Hollande.

étrangères de ces puissances. Nous avons examiné les centres d'intérêt qui retiennent l'attention des Etats-Unis d'Amérique en Algérie. La France partage les mêmes centres d'intérêt mais élargis, cependant, à d'autres domaines. En raison de la proximité géographique, de l'héritage historique et d'une certaine communauté linguistique. Pour les Etats-Unis d'Amérique, la coopération sécuritaire, en effet, est essentielle. Autant la feuille de route stratégique américaine pour l'Algérie peut être, plus ou moins, décryptée, autant celle de la France — l'Union européenne étant à la traîne — reste ambiguë.

Quelle est la politique arabe, méditerranéenne ou africaine de la France ? L'héritage gaullien semble avoir été si peu préservé. Dans le cas de l'Algérie, c'est l'accessoire qui transparaît à travers une feuille de route trop marquée par une propension morbide à vouloir tout focaliser sur des objectifs mercantiles. Cette préoccupation ressort, clairement, dans le câble diplomatique révélé par Wikileaks portant sur l'échange intervenu, en janvier 2008, entre les ambassadeurs français — François Bajolet — et américain — Robert Ford — à Alger. L'échange ayant pour objet le troisième mandat de M. Abdelaziz Bouteflika, l'ambassadeur français, après avoir insisté sur l'absence d'alternative à cette réélection, précisait, aussitôt, que, de toute manière, l'intérêt stratégique de la France en Algérie portait sur «la stabilité économique et la croissance». Il faut espérer, pour la France aujourd'hui, que M. François Hollande apporte à la politique algérienne de son pays les inflexions majeures qu'il faut. D'essence stratégique, naturellement.

Cette tournure de l'entretien nous conduit, justement, à comparer l'expertise des Etats-Unis d'Amérique et de la France pour ce qui concerne l'Algérie. L'expertise française sur l'Algérie continue-t-elle, à ce propos, d'imprégner la perception américaine ?

L'influence française sur la perception américaine de la situation en Algérie semble, désormais, moins forte. L'expertise française était, largement, mise à contribution comme source de documentation académique, voire comme outil de référence pour la prise de décision politique.

L'expertise française présente l'inconvénient de recourir à un prisme déformant, celui de l'héritage colonial qui altère l'objectivité de l'analyse scientifique. L'expertise française recourt, fréquemment, à des prénotions qui comportent un jugement dévalorisant sur la société algérienne. Les Etats-Unis d'Amérique, prémunis contre ce syndrome colonial, développent une approche

moins idéologique, plutôt empirique, qui permet d'éviter les écueils que rencontre l'expertise française. Les Etats-Unis d'Amérique s'appuient pour l'évaluation de la situation en Algérie, sur les câbles diplomatiques, les rapports de renseignement — lors de la décennie noire jusqu'en 2000, ce sont, il est vrai, les services de renseignement français qui ont alimenté leurs homologues américains — et les études élaborées par les think tanks. Il existe, désormais, aux Etats-Unis d'Amérique de nombreux lieux de réflexion et d'analyse dédiés, spécialement, au monde arabe et musulman en général. Certains de ces centres de réflexion s'intéressent, de manière plus marquée, au Maghreb et à l'Algérie. Il serait fastidieux d'énumérer la liste de ces centres et de ces experts que le professeur William Quandt a eu l'amabilité de mettre à notre disposition. Signalons, cependant, «The American Institute for Maghreb Studies (AIMS)», fondé en 1984 et regroupant les experts américains ou maghrébins. AIMS qui publie *Journal of North African Studies* dispose d'antennes implantées à Tanger (TALIM), Tunis (CEMAT) et Oran (CEMA).

En somme, les Etats-Unis d'Amérique disposent, désormais, de canaux d'information indépendants des réseaux français ?

Eloignons-nous, un moment, de l'aspect doctrinal et conceptuel de l'expertise américaine sur la société algérienne. C'est avec amusement, à cet égard, que j'ai lu sur la toile que des bloggeurs critiquaient la composition de la délégation des représentants de la société civile qui ont eu à rencontrer M^{me} Hillary Clinton lors de sa visite de février dernier à Alger. Lesdits bloggeurs reprochaient à la responsable américaine d'établir des contacts avec «une société civile pro-américaine», au sens d'élite artificielle coupée des profondeurs de la société algérienne. Comme si l'ambassade des Etats-Unis à Alger pouvait commettre, par manque de perspicacité, pareil impair. Il est probable que la composition restrictive de la délégation reçue par M^{me} Hillary Clinton avait, effectivement, les apparences d'une élite BCBG. Ce serait se méprendre sur le degré de connaissance des profondeurs de la société algérienne par l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Alger.

Contrairement à l'ambassade de France dont le réseau de relations se confine — en règle générale — à l'élite francophone, l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique prospecte large, notamment au sein des élites anglophone et arabophone. L'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Alger est plus à l'écoute des pulsions du pays profond. Elle entretient, par exemple, un contact, dynamique et permanent, avec les quartiers populaires et insalubres de la capitale, où elle recrute personnels contractuels et vacataires.

Vous semblez suggérer qu'il existe une face cachée de la politique américaine vis-à-vis de l'Algérie ?

Tout naturellement. Imaginer que les Etats-Unis d'Amérique se contentent des rapports officiels entretenus avec l'Algérie, c'est de la candeur. Les Etats-Unis d'Amérique ne peuvent faire autrement que de se préparer à un bouleversement probable de la situation politique en Algérie. Sans qu'il ne s'agisse, forcément, de précipiter ce bouleversement. Mais, pour verser dans le cynisme, disons que si le coup de pouce à cette évolution devenait nécessaire, il existe le fameux modèle de «Révolution pacifique» conçu par l'Américain Gene Sharpe, auteur de l'ouvrage de référence *From Dictator Ship to Democratie*. Un modèle largement expérimenté dans les pays de l'Europe orientale.